

*Canagrex*

Il y a quelques instants, le député de Capilano (M. Huntington) s'est mis dans tous ses états. Il craint que Canagrex ne collectivisent notre agriculture. Il parle d'un monopole d'État pour l'importation et l'exportation des produits agricoles. C'est absolument insensé, monsieur le Président. C'est sans doute le député d'Assiniboia (M. Gustafson) qui vient de prononcer les paroles les plus insensées de tout ce débat. Voici ce qu'il a dit, je ne sais plus quand exactement:

Supposons que le président de l'Internationale socialiste décrète que tous les pays membres, communistes et socialistes, devront faire le commerce uniquement entre États. En pareil cas, Canagrex ne finirait-elle pas par éliminer automatiquement la concurrence de toute société commerciale privée au Canada? A mon avis, Canagrex donnera aux socialistes et au monde communiste un énorme moyen de pression.

C'est ce qu'avait déclaré le député d'Assiniboia il y a déjà quelque temps. Comme le *Globe and Mail* l'avait remarqué à l'époque, cette déclaration avait établi un nouveau record pour les propos farfelus à la Chambre.

**Une voix:** Un record conservateur.

**M. Sargeant:** Je vois que vous vous préparez à me couper la parole, monsieur le Président. Je pense que les députés verront bien, d'après mes observations, que nous appuyons cette mesure et que nous espérons vraiment qu'elle sera avantageuse pour tous les agriculteurs canadiens.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre. Le député aurait tort de prétendre que le Président lui coupe la parole. Je lui signale simplement que son temps est écoulé. La parole est au député de Burin-Saint-Georges (M. Simmons).

[Français]

**M. Roger Simmons (Burin-Saint-Georges):** Monsieur le Président, je suis content de donner mon appui à ce projet de loi, parce que Canagrex est vraiment la meilleure chose qui puisse arriver.

[Traduction]

Cette mesure facilitera la promotion . . .

[Français]

Actuellement, c'est pour démontrer que quelques Terre-Neuviens ont la capacité de communiquer avec les Québécois. Et quand mon bon ami, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), deviendra le chef, il aura besoin de quelqu'un qui comprend le français et qui est capable de le traduire en Terre-Neuvien.

[Traduction]

Cette mesure facilitera la promotion et le commerce des produits agricoles.

**M. Munro (Esquimalt-Saanich):** Et des libéraux.

**M. Simmons:** Cette mesure ne dissimule pas de projet sinistre. Je le signale tout particulièrement à mes amis de Capilano et de Lethbridge-Foothills. Le projet de loi ne cache aucun projet sinistre. Vous pouvez essayer d'en trouver un si vous voulez. Si les députés d'en face veulent savoir à quel point cette

proposition est sinistre, je leur donnerai un indice. Il existe déjà un régime tout aussi sinistre, tout aussi diabolique et tout aussi vaste. On l'appelle la Commission canadienne du blé.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mayer:** Combien de blé cultivez-vous à Terre-Neuve?

**M. Simmons:** Voilà quel est le projet sinistre que cache cette mesure. Je me suis très bien rendu compte des conséquences de l'absence d'une stratégie bien coordonnée pour promouvoir la vente à l'étranger des produits d'une industrie primaire. Je songe à l'industrie de la pêche et à la confusion qui règne actuellement dans la région de l'Atlantique, notamment à Terre-Neuve, parce qu'il n'existe aucune stratégie coordonnée.

Je signale à mon bon ami de Vancouver que je ne m'attends pas à ce qu'un exportateur s'intéresse vivement aux exportations publiques, mais je lui demande au moins d'écouter ce qui se dit car il apprendra peut-être quelque chose, la véritable raison qui nous pousse à faire ce que nous faisons. Je lui ferai remarquer qu'on peut établir un parallèle avec l'industrie de la pêche où la situation aurait été moins difficile pour les pêcheurs, les employés d'usines de transformation du poisson sur la côte sud de Terre-Neuve, dans certaines régions de la Nouvelle-Écosse et du Québec, si nous avions eu une stratégie pour une commercialisation concertée semblable à celle que propose le projet de loi sur Canagrex. Je ne trouve rien de particulièrement diabolique ou sinistre à ce projet de loi.

Quant à l'industrie de la pêche, si j'ai une critique à formuler au sujet du rapport Kirby présenté il y a quelques mois, c'est que M. Kirby et ses associés n'ont pas voulu se prononcer sur l'importante question du marché des exportations. Ils ont négligé de prendre les mesures qui s'imposent pour la vente des produits de poisson à l'étranger.

Le député de Capilano (M. Huntington) tente, comme il le fait si souvent, de semer la terreur au sujet d'un socialisme insidieux et de faire croire que le projet de loi sur Canagrex constitue une autre tentative pour monopoliser le pouvoir. Je lui demande s'il n'a pas pensé à l'organisme dont je parlais il y a un instant, c'est-à-dire la Commission canadienne du blé. Pourquoi le député ne nous dit-il pas quelle est l'ampleur du pouvoir que détiennent les principaux marchés d'alimentation à succursales au Canada? Est-ce là ce qu'il souhaite aussi pour ce secteur? Cinq grandes entreprises de vente au détail contrôlent 70 p. 100 des ventes au détail de denrées alimentaires au Canada. Est-ce là de l'entreprise privée à son meilleur?

• (1620)

**M. Malone:** Et puis après?

**M. Simmons:** Le député me demande: «Et puis après?» Je suis contre pareille chose, voilà ce qu'il y a. Le député de Capilano devrait peut-être nous parler des quatre grandes multinationales du commerce des céréales—Cargill, Dryfus, Bunge et Continental.